



# Lettre économique d'Algérie

N° 80 – avril 2019 (05/05/2019)

© DG Trésor

La lettre économique d'Algérie est une publication mensuelle du Service Economique d'Alger regroupant l'essentiel de l'actualité économique, sectorielle et juridique du mois.

Bonne lecture !

## AU SOMMAIRE DU NUMERO D'AVRIL 2019 (*liens hypertextes*)

- ❖ Le PIB algérien a progressé de 1,5% en 2018
- ❖ Point de situation sur le financement « non conventionnel »
- ❖ La balance commerciale algérienne en déficit sur le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2019
- ❖ Le FMI et la Banque mondiale abaissent leurs estimations de croissance pour l'Algérie
- ❖ Les envois de fonds par la diaspora algérienne en 2018
- ❖ Le prix des matières premières en baisse et le baril de pétrole à 66 USD en 2019 selon la Banque mondiale
- ❖ L'Algérie en 105<sup>ème</sup> position du Global Talent Competitiveness Index
- ❖ Tenue à Alger d'un Forum méditerranéen sur les énergies
- ❖ Brèves agricoles
- ❖ Indicateurs socio-économiques



**Economie**

**Le PIB algérien a progressé de 1,5% en 2018**

**Croissance et contribution à la croissance du PIB par grands secteurs**

Secteur	Croissance	Contribution
Agriculture	6,0%	0,7%
Hydrocarbures	-6,2%	-1,2%
Industries	3,7%	0,2%
BTPH (dont STPP)	5,6%	0,7%
Services marchands	4,5%	1,2%
TVA	-0,8%	-0,3%
Droits/taxes à l'imp.	-11,7%	
Services non mar.	1,2%	0,2%
<b>PIB</b>	<b>1,5%</b>	<b>1,5%</b>

Sources : ONS, calculs du SER

Selon les données provisoires de l'Office national des statistiques (ONS), la croissance du PIB algérien en volume a atteint 1,5 % en 2018, contre 1,4 % en 2017.

L'activité économique a été pénalisée par le secteur des hydrocarbures, qui enregistre en 2018 une contraction de -6,2%, plus importante que l'année précédente (-2,4%). Cette régression s'explique par une conjonction de facteurs : déclin naturel des champs pétroliers et gaziers, investissements de maintien et IDE insuffisants, retards dans le lancement de projets, opérations de maintenance, resserrement des quotas OPEP et baisse de la demande de GNL. La croissance du PIB hors hydrocarbures a quant à elle accéléré, passant de 2,2% en 2017 à 3,4 % en 2018. Cette hausse a principalement été portée par les services marchands (4,5%, contre 4,1% en 2017), le BTPH et les services parapétroliers (5,6%, contre 4,6% en 2017) ainsi que l'agriculture (6,0%, contre 1,0% en 2017).

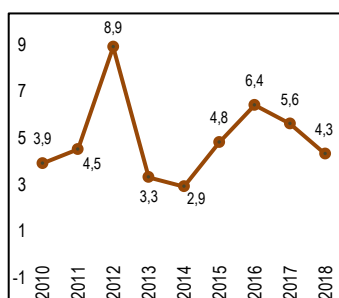
Le rythme de croissance est inférieur aux prévisions de la loi de finances (4,0%), laquelle aurait dû être tirée par une hausse du secteur des hydrocarbures de 6,5%. En 2019, le gouvernement prévoit une croissance de 2,6%, contre 2,3% pour le FMI et 1,9% pour la Banque mondiale.

**Economie**

**Point de situation sur le financement « non conventionnel »**

[Télécharger le rapport](#)

**Indice des prix à la consommation, croissance en % (g.a.)**



Source : ONS

Dans une note publiée début avril, la Banque d'Algérie (BA) a annoncé que 6 556 Mds DZD – environ 50 Mds EUR, soit un tiers du PIB – ont été mobilisés entre novembre 2017 et février 2019 dans le cadre du recours au financement « non conventionnel ».

Le détail de l'encours du financement monétaire est le suivant :

- 2 470 Mds DZD (18,8 Mds EUR, 38% du total) dédiés au financement du déficit du Trésor (2017, 2018 et 2019)
- 1 813 Mds DZD (13,8 Mds EUR, 28% du total) dédiés au remboursement de la dette publique à l'égard de Sonatrach, Sonelgaz et des souscripteurs de « l'emprunt obligataire pour la croissance »
- 1 779 Mds DZD (13,6 Mds EUR, 27% du total) dédiés au Fonds National d'Investissement (FNI)
- 500 Mds DZD (3,8 Mds EUR, 8% du total) dédiés à la Caisse Nationale de Retraite (CNR)

Néanmoins d'après la BA, seul un montant de 3 114 Mds DZD (23,8 Mds EUR, 15% du PIB) aurait effectivement été injecté dans l'économie, le reste étant abrité au compte du Trésor auprès de la Banque d'Algérie, dans le compte du FNI auprès du Trésor ou faisant l'objet d'une stérilisation par la BA.

Afin de contenir les pressions inflationnistes liées au surplus de liquidités inhérent au recours au financement non conventionnel, la BA a progressivement resserré sa politique monétaire depuis janvier 2018. Plusieurs mesures ont été instaurées : i) mise en place d'opérations de reprise de liquidité (sous forme de dépôts à terme 7 jours) à partir du 8 janvier 2018, ii) augmentation du taux de réserves obligatoires pour les banques, de 4% à 8% le 15 janvier 2018, iii) relèvement du taux de réserves obligatoires, de 8% à 10%, et mise en place d'opérations de « cantonnement » partiel de la liquidité par le biais d'actions bilatérales le 22 mai 2018 et iv) nouveau relèvement du taux de réserves obligatoires, de 8% à 12% le 14 février 2019.

S'appuyant sur les chiffres de l'ONS, la Banque d'Algérie souligne que son objectif de maîtrise de l'inflation est rempli. La hausse des prix est en effet restée relativement modérée et tend même à ralentir, atteignant +4,3% en 2018, après +5,6% en 2017 et +6,4% en 2016. Sur le premier trimestre 2019 cette tendance semble se confirmer, les prix à la consommation enregistrant une hausse de +2,7% (en glissement annuel).



**Economie**

**La balance commerciale algérienne en déficit sur le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2019**

**Balance commerciale de l'Algérie, M USD**

	Balance commerciale	- avec la France
2010	16 581	-2 916
2011	26 242	-1 373
2012	21 490	-2 429
2013	9 946	-1 660
2014	1 481	-1 766
2015	-17 034	-2 320
2016	-17 063	-2 079
2017	-10 868	-1 593
2018	-5 029	-1 103
2019(1 <sup>er</sup> T)	-1 375	895

Source : Douanes algériennes

Selon les derniers chiffres de la Direction générale des Douanes algériennes, la balance commerciale de l'Algérie affiche un déficit de 1,38 Mds USD sur le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2019, en hausse de 11,8% par rapport à la même période de l'année 2018 (1,23 Mds USD). Cette évolution est la conséquence d'une baisse des exportations (-2,4%, à 9,78 Mds USD) plus importante que celle des importations (-0,8%, à 11,2 Mds USD).

Dans le détail, on relève une importante baisse des importations de carburants (-89,5%), de biens alimentaires (-14,6%, notamment céréales, lait et produits laitiers, sucre et soja), de demi-produits en fer/acier (-40,4%), de médicaments (-33,0%) et une hausse des importations de véhicules de marchandises et collections SKD (+114,2%), de tubes en fer/acier (+61,4%) et de biens d'équipements (agricoles : +7,8%, industriels : +8,5%). Les exportations chutent quant à elles du fait de la baisse conjuguée des exportations d'hydrocarbures (94% du total, -1,7%) et hors hydrocarbures (-11,6%).

Sur le plan bilatéral, la France conserve sa place de 2<sup>ème</sup> fournisseur de l'Algérie (part de marché : 9,5%) malgré une baisse de ses exportations (-6,1%, 1 056 M USD) et devient le 2<sup>ème</sup> client du pays (12,9% du total) suite à la baisse relativement modérée de ses importations (-1,9%, 1 261 M USD). Elle enregistre un déficit commercial de 895 M USD. Premier fournisseur de l'Algérie avec 20,2% de part de marché, la Chine voit ses exportations fortement augmenter (+29,1%), tout comme l'Allemagne (+13,8%) et la Turquie (+14,1%), et ce au contraire de l'Italie (-12,4%), de l'Espagne (-8,8%), de l'Argentine (-25,0%) et des Etats-Unis (-29,6%). En termes d'importations, les pays connaissant les hausses les plus marquées sont l'Italie (premier client, +31,7%), la Turquie (+34,6%), la Corée du Sud (+279,5%), l'Inde (+41,3%) et la Chine (+65,9%), alors que l'Espagne (-16,7%), les Etats-Unis (-33,1%) et les Pays-Bas (-42,7%) font face à une forte baisse.

**Economie**

**Le FMI et la Banque mondiale abaissent leurs estimations de croissance pour l'Algérie**

[Télécharger le rapport du FMI](#)

[Télécharger le rapport de la BM](#)

**Estimations/prévisions du FMI et de la Banque mondiale**

		FMI	BM
Croissance (%)	2018	2,1	1,5
	2019	2,3	1,9
Inflation (%)	2018	4,3	4,3
	2019	5,9	5,9
Déficit courant (% PIB)	2018	-9,1	-7,6
	2019	-12,5	-8,1
Def. budgétaire (% PIB)	2018	-5,2	-6,0
	2019	-6,5	-8,5

Sources : FMI, BM

Dans le cadre des réunions de printemps organisées du 8 au 14 avril à Washington, le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM) ont réajusté leurs estimations des principales variables macroéconomiques algériennes.

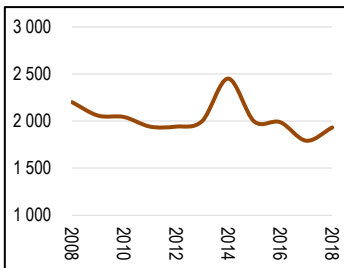
Initialement prévue à 2,5% par les deux institutions, la croissance économique algérienne se serait finalement établie à 2,1% selon le FMI et à 1,5% selon la BM en 2018. Si elles prévoient toutes deux un rebond de la croissance en 2019 – +2,3% selon le FMI (+2,7% initialement anticipé en octobre dernier) et +1,9% selon la BM – l'activité économique devrait ensuite décroître dans les années qui suivent. Les deux institutions de Bretton Woods prévoient également une accélération de l'inflation (+4,3% en 2018, +5,6% en 2019 et +6,7% en 2020) ainsi qu'une augmentation des déficits courant (de -9,1% du PIB en 2018 à -12,5% en 2019 pour le FMI, de -7,6% à -8,1% pour la BM) et budgétaire (de -5,2% à -6,5% selon le FMI, de -6,0% à -8,5% selon la BM).

Dans leurs rapports semestriels, le FMI et la Banque mondiale détaillent les raisons de ces évolutions. En 2018, la baisse de la production d'hydrocarbures (-4,2% selon la BM) a été la principale cause d'une croissance économique en berne. En 2019, cette production devrait repartir à la hausse, mais le rééquilibrage budgétaire et la baisse du prix du pétrole anticipés limiteront l'ampleur du rebond d'activité. La situation à moyen terme dépendra quant à elle des ajustements, des réformes et du contexte politique selon les deux institutions financières.



## Economie

### Envoi de fonds vers l'Algérie par la diaspora (M USD)



Source : Banque mondiale

### Envoi de fonds par la diaspora

	M USD		% du PIB 2018
	2017	2018	
Egypte	24 737	28 918	11,6%
Maroc	6 823	7 375	6,2%
Tunisie	1 890	2 027	4,9%
Algérie	1 792	1 933	1,0%

Source : Banque mondiale

## Les envois de fonds par la diaspora algérienne en 2018

Les envois de fonds par la diaspora (*remittances*) à destination de l'Algérie ont atteint 1,93 Mds USD en 2018, en hausse de 8% par rapport à 2017 (1,79 Mds USD) selon le dernier rapport sur les migrations et le développement de la Banque mondiale (BM). Ces chiffres restent globalement proches des montants relevés depuis dix ans (autour de 2 Mds USD).

L'Algérie se place comme 8<sup>ème</sup> récipiendaire de *remittances* en Afrique et 63<sup>ème</sup> au niveau mondial, loin derrière l'Égypte (28,92 Mds USD, 5<sup>ème</sup> récipiendaire mondial) et le Maroc (7,38 Mds USD, 23<sup>ème</sup>) et derrière la Tunisie (2,04 Mds USD, 62<sup>ème</sup>).

Rapportés à la richesse nationale, les *remittances* ne représentent que 1,0% du PIB algérien. C'est inférieur aux chiffres égyptiens (11,6% du PIB), marocains (6,2%) et tunisiens (4,9%), des pays où l'envoi de fonds par la diaspora constitue une importante source de devises.

Au sein de la région Afrique du Nord Moyen Orient (ANMO), les *remittances* ont progressé de 9,1% en 2018, avant tout tirés par les envois à destination de l'Égypte (en hausse de 16,9% sur un an). Ils devraient progresser en 2019 mais à un rythme inférieur du fait du ralentissement attendu de la croissance dans la zone euro. Plus généralement, les *remittances* ont atteint 529 Mds USD dans les pays à revenu faible et intermédiaire en 2018, devenant une source de financement plus importante que les IDE, les investissements de portefeuille et l'aide publique au développement.

A noter que les *remittances* sont calculés en additionnant les rémunérations des salariés et les transferts personnels, deux composantes de la balance des paiements obtenues via la base de données du FMI (celle-ci reprenant les chiffres de la Banque d'Algérie).

Sur les 1 833 302 algériens vivant à l'étranger en 2017, 79,4% résident en France, le reste de la diaspora étant réparti sur plusieurs continents.

## Economie

### [Télécharger le rapport](#)

### Prévisions des prix des matières premières

Unité	Pétrole	Gaz naturel	Blé
	USD/bbl	USD/mmbtu	USD/tonne
2016	42,8	2,5	167
2017	52,8	3,0	174
2018	68,3	3,2	210
2019	66,0	2,8	212
2020	65,0	2,9	214
2021	65,5	3,0	217
2022	66,0	3,1	219
2023	67,5	3,4	227
2024	70,0	4,0	240

Source : Banque mondiale

## Le prix des matières premières en baisse et le baril de pétrole à 66 USD en 2019 selon la Banque mondiale

La Banque mondiale (BM) a publié son rapport biennal sur les perspectives des marchés des matières premières (« Commodity Markets Outlook »). De manière générale, la BM s'attend à une baisse du cours des matières premières en 2019, le cycle des prix étant désormais en phase descendante du fait notamment du ralentissement de la croissance économique mondiale.

Le prix du baril de pétrole (en hausse depuis janvier 2019) devrait chuter du fait de la hausse de la production des pays non membres de l'OPEP (Etats-Unis en particulier) et d'une croissance mondiale plus faible prévue. La Banque mondiale prévoit ainsi un baril à 66,0 USD en moyenne en 2019 et 65,0 USD en 2020, contre 68,3 USD en 2018. Toutefois, plusieurs facteurs politiques pourraient inverser cette tendance : décision d'une réduction de la production par les membres de l'OPEP, rôle de l'Iran, du Venezuela et de la Libye, modification réglementaire concernant les émissions dans le transport maritime, etc. Le gaz naturel et le charbon devraient également voir leurs prix reculer en 2019 par rapport à 2018 (respectivement -13% et -12%). Les prix des biens agricoles devraient chuter en 2019 avant de remonter en 2020 (-2,6% puis +1,7%), même si une hausse du cours du blé est attendue en 2019 et 2020. Enfin, les prix des métaux devraient rebondir en 2019 après avoir chuté en 2018 (+1,9%), soutenus par la stabilisation de l'activité chinoise et un manque d'offre.

Selon ce rapport, l'Algérie est au niveau mondial :

- le 18<sup>ème</sup> producteur mondial de pétrole (1,5 M de barils/jour en 2017), loin derrière les USA, l'Arabie Saoudite et la Russie
- le 10<sup>ème</sup> producteur de gaz naturel (91 Mds m<sup>3</sup> en 2017), loin derrière les USA, la Russie et l'Iran
- le 4<sup>ème</sup> importateur de blé (7,4 M de tonnes en 2018/2019), derrière l'Égypte, l'Indonésie et le Brésil
- le 6<sup>ème</sup> importateur de sucre (2,3 M de tonnes en 2018/2019) derrière l'Indonésie, la Chine, les EAU, les USA et le Bangladesh



**Economie**

**L'Algérie en 105<sup>ème</sup> position du Global Talent Competitiveness Index**

[Télécharger le rapport](#)

**Classement du GTCI**

Pays	Rang
Suisse	1
Singapour	2
Etats-Unis	3
Norvège	4
Danemark	5
Tunisie	84
Egypte	96
Maroc	100
Algérie	105

Source : GTCI

Le Global Talent Competitiveness Index (GTCI) est un rapport annuel mesurant la capacité de 125 pays à développer, faire grandir, attirer et retenir les talents. Il est réalisé conjointement par l'INSEAD et les groupes Adecco et Tata Communications. De nombreux paramètres incluant le paysage réglementaire, le climat des affaires, les investissements d'innovation, le niveau d'éducation, les libertés individuelles, la qualité de vie, les performances des universités ou l'emploi des diplômés sont utilisés pour définir l'indice global. Ce dernier est divisé en six grandes catégories : i) le développement de talents, ii) la capacité à en attirer, iii) la capacité à les faire grandir, iv) la capacité à les retenir, v) leurs compétences techniques et leur employabilité et vi) leurs compétences de haut niveau et leur impact.

Au classement général, l'Algérie se classe 105<sup>ème</sup>/125, derrière la Tunisie (84<sup>ème</sup>), l'Egypte (96<sup>ème</sup>) et le Maroc (100<sup>ème</sup>).

La performance en termes de développement des talents est considérée comme faible (114<sup>ème</sup>), tout comme la capacité à en attirer (117<sup>ème</sup>) et à les faire grandir (121<sup>ème</sup>). Néanmoins, l'Algérie présente une bonne capacité à retenir ses talents (83<sup>ème</sup>), dont les capacités techniques (87<sup>ème</sup>) et de haut niveau (89<sup>ème</sup>) sont satisfaisantes. Dans le détail, les paramètres qui jouent particulièrement en la faveur de l'Algérie sont la proportion de personnes ayant accès à une éducation secondaire et tertiaire, le nombre de femmes diplômées et les opportunités qui leur sont offertes, les dépenses dans l'enseignement universitaire et le système de retraite. A l'inverse, le niveau de concurrence, la qualité de la régulation, le système de management et de hiérarchie, le climat des affaires, les perspectives des employés et leur niveau de collaboration sont considérés comme mauvais par le GTCI.

La Suisse, Singapour, les USA, la Norvège et le Danemark dominent ce classement.

**Relations internationales**

**Tenue à Alger d'un Forum méditerranéen sur les énergies**

Lundi 8 avril s'est tenu à Alger un forum sur les énergies intitulé « vers un partenariat renforcé au service d'une transition énergétique durable ». S'inscrivant dans le cadre des préparatifs du Sommet des deux rives prévu le 24 juin 2019 à Marseille, cet événement a regroupé des délégations de dix pays de la Méditerranée occidentale sur le modèle 5+5 (5 pays européens + 5 pays africains) : l'Algérie, l'Espagne, la France, l'Italie, la Libye, Malte, le Maroc, la Mauritanie, le Portugal et la Tunisie.

250 participants, représentant les dix Etats concernés, sept partenaires (l'Allemagne, l'Union Européenne, la Banque mondiale, la Banque européenne d'investissement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'Organisation de coopération et de développement économiques et l'Union pour la Méditerranée) ainsi que des experts, des scientifiques, des industriels et des représentants de la société civile ont participé à cet événement.

Les principaux sujets abordés ont été les énergies renouvelables, les questions d'efficacité énergétique, le rôle du gaz naturel dans la transition énergétique, l'innovation technologique notamment via la technologie « blockchain », la digitalisation du secteur de l'énergie et le développement des interconnexions électriques.

La restitution des conclusions des différents forums thématiques précédant le Sommet des deux rives (énergie, environnement et développement durable, économie et compétitivité, culture, médias et tourisme, éducation, jeunesse et mobilité, société civile) se fera les 11 et 12 juin 2019 à Tunis.



**Brèves agricoles**

- **Révision de la liste des marchandises importées soumises au droit additionnel provisoire de sauvegarde (DAPS)**  
Le ministère du Commerce a procédé à la révision de la liste des produits soumis au DAPS par arrêté du 8 avril 2019. Modifiant celui du 26 janvier 2019, il exclut une centaine de produits, dont les viandes bovines, les fruits secs (arachides, amandes, etc.), les fruits séchés (raisins, pruneaux, etc.), les aliments diététiques destinés à des fins médicales et le beurre.  
Au total, la liste modifiée comporte 992 produits soumis au DAPS variant entre 30% et 120% alors que la précédente en comportait 1 095 soumis au DAPS variant entre 30% et 200%. Ces mesures ont pour objectif de réguler l'approvisionnement du marché, en particulier en raison du mois de Ramadhan.  
A noter que l'importation de certains produits alimentaires tels que les viandes et les bananes se fera sans imposition de quotas, les autorisations délivrées se limitant à la conformité aux règles sanitaires et phytosanitaires.
- **M. Cherif Omari, nouveau Ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche**  
M. Cherif Omari a été nommé le 1<sup>er</sup> avril ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, en remplacement de M. Abdelkader Bouazghi qui était à la tête du ministère depuis mai 2017.  
Avant d'être nommé ministre, M. Omari était secrétaire général du ministère du Commerce et avait auparavant assuré plusieurs fonctions au sein du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.
- **Fruits et légumes pendant le mois de Ramadhan : la marge bénéficiaire n'excédera pas 20%**  
Le ministère du Commerce a imposé aux commerçants de fruits et légumes de ne pas excéder une marge bénéficiaire de 20% durant le mois de Ramadhan afin de limiter les perturbations et la spéculation.
- **La filière lait mise en avant au SIAG 2019** : La 7<sup>ème</sup> édition du salon international de l'agroalimentaire (SIAG), dédiée à la filière lait et à ses dérivés, s'est tenue au centre des conventions d'Oran du 27 au 30 mars, réunissant 250 exposants de produits alimentaires.  
A l'occasion du forum lait tenu en marge du salon, le sous-directeur du développement des filières animales au ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche s'est exprimé sur les contraintes entravant le développement de la production de lait cru en Algérie, citant notamment l'insuffisance des ressources fourragères et un système d'élevage extensif. Il a également souligné que « le modèle de croissance de cette filière s'appuie sur le recours à l'investissement privé national et étranger ».
- **Foire de Paris** : La Foire de Paris – qui se déroule du 27 avril au 08 mai 2019 au Parc des expositions de la Porte de Versailles – a accueilli une cinquantaine d'entreprises algériennes accompagnées par l'Agence algérienne de promotion du commerce extérieur (ALGEX). Les entreprises participantes, dont la majorité relève du secteur privé, ont exposé des produits du terroir.

**AGENDA**

- **Foire Internationale d'Alger**  
La SAFEX organisera du 18 au 23 juin 2019 la 52<sup>ème</sup> FIA au Palais des Expositions d'Alger. La France sera l'invité d'honneur.
- **Séminaire CCIAF**  
La chambre de Commerce et d'Industrie Algéro-Française organisera les 25 et 26 juin 2019 à l'hôtel Sheraton d'Annaba la 4<sup>ème</sup> Rencontre algéro-française de l'agriculture et de l'élevage.



**Indicateurs socio-économiques**

**Tableau de bord-indicateurs clés**

Population (au 1er janvier 2018)	42,2 millions d'habitants
PIB/habitant USD (2018)	4 044 USD
PIB/habitant en PPA USD (2018)	15 167 USD
IDH (2017)	0,754 (85 <sup>ème</sup> sur 191)
Classement Doing Business (2019)	157 <sup>ème</sup> sur 190
Taux de chômage (septembre 2018)	11,7%
Taux d'inflation (rythme annuel en mars 2019)	4,1 %
Taux de change moyen EUR/DZD (mars 2019)	133,7
Prix du baril de pétrole brut (Sahara Blend – moyenne mensuelle mars 2019)	66,38 USD
Réserves de change (au 31 juin 2018)	88,6 Mds USD

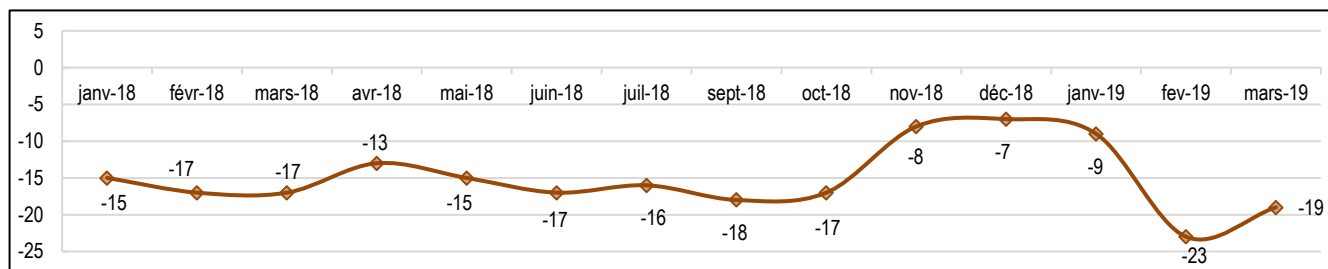
Sources : ONS, PNUD, Banque mondiale, Banque d'Algérie, OPEP, FMI

**Indicateurs macroéconomiques annuels**

	2015	2016	2017	2018*	2019**	
<b>PIB, croissance et inflation</b>	PIB (en Mds USD, à prix courants)	166	160	168	180	184
	Taux de croissance du PIB à prix constants (en %)	3,7	3,2	1,4	2,1	2,3
	PIB hors hydrocarbures (en Mds USD, à prix courants)	134	131	135	140	147,5
	Taux de croissance du PIB HH à prix constants (en %)	5,0	2,3	2,2	4,0	3,1
	Taux d'inflation (moyenne annuelle, en %)	4,8	6,4	5,6	4,3	6,7
	Taux d'investissement (en % du PIB)	52,9	54,0	50,9	48,9	43,2
<b>Comptes publics</b>	Taux d'épargne (en % du PIB)	36,4	37,4	37,8	39,8	30,1
	Solde budgétaire (en % du PIB)	-15,3	-13,0	-6,6	-5,2	-6,6
	Solde budgétaire hors hydrocarbures (en % du PIB HH)	-36,8	-28,0	-26,4	-26,9	-19,8
	Dette publique (en % du PIB)	8,8	20,4	27,5	36,9	46,9
	Dette extérieure brute (en % du PIB)	1,8	2,4	2,4	2,1	1,9
<b>Comptes externes</b>	Fonds de régulation des recettes (en Mds DZD)	4408	2074	784	0	0
	Balance commerciale (en Mds USD)	-18,1	-20,1	-14,4	-9,4	-11,6
	Balance des services et des revenus (en Mds USD)	-12,0	-8,9	-10,7	-11,9	-11,8
	Transferts nets (en Mds USD)	2,8	2,8	3,0	3,1	3,2
	Flux nets d'IDE (en Mds USD)	-0,7	1,6	1,2	1,5	1,6
	Balance courante (en Mds USD)	-27,3	-26,5	-22,1	-16,9	-15,9
<b>Monnaie</b>	Balance des paiements (en Mds USD)	-27,5	-26,3	-21,8	-17,0	-18,9
	Avoirs extérieurs bruts (en Mds USD)	142,6	112,9	97,3	82,6	64,1
	Avoirs intérieurs nets (en Mds DZD)	-1517	1374	3900	7226	10078
	Crédits à l'économie (en Mds DZD)	7277	7910	8880	10102	10867
	Monnaie et quasi monnaie M2 (en Mds DZD)	13705	13816	14974	16664	17491

Sources : FMI, Banque d'Algérie \*estimations \*\*prévisions

**Baromètre du Forum des Chefs d'Entreprises : indice de confiance des chefs d'entreprises**



Les chefs d'entreprises membres du FCE sont interrogés sur leurs perspectives de production, leur volume de commandes et le niveau actuel de leurs stocks. Les valeurs du baromètre correspondent à la moyenne du solde de leur opinion (positive ou négative) sur chacun de ces items.

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique d'Algérie (adresser les demandes à [alger@dgtrésor.gov.dz](mailto:alger@dgtrésor.gov.dz)).

**Auteur :** Service Économique Régional d'Algérie  
**Adresse :** 25 chemin Abdelkader Gadouche 16035 Hydra

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Rédigé par :** Alix Vigato, Nabila Tata

**Revu par :** Denis Le Fers